
Yémen : le Sud sur la voie de la sécession ?

Franck Mermier



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/echogeo/5603>

DOI : 10.4000/echogeo.5603

ISSN : 1963-1197

Éditeur

Pôle de recherche pour l'organisation et la diffusion de l'information géographique (CNRS UMR 8586)

Référence électronique

Franck Mermier, « Yémen : le Sud sur la voie de la sécession ? », *EchoGéo* [En ligne], Sur le Vif, mis en ligne le 19 juin 2008, consulté le 02 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/echogeo/5603> ; DOI : 10.4000/echogeo.5603

Ce document a été généré automatiquement le 2 mai 2019.

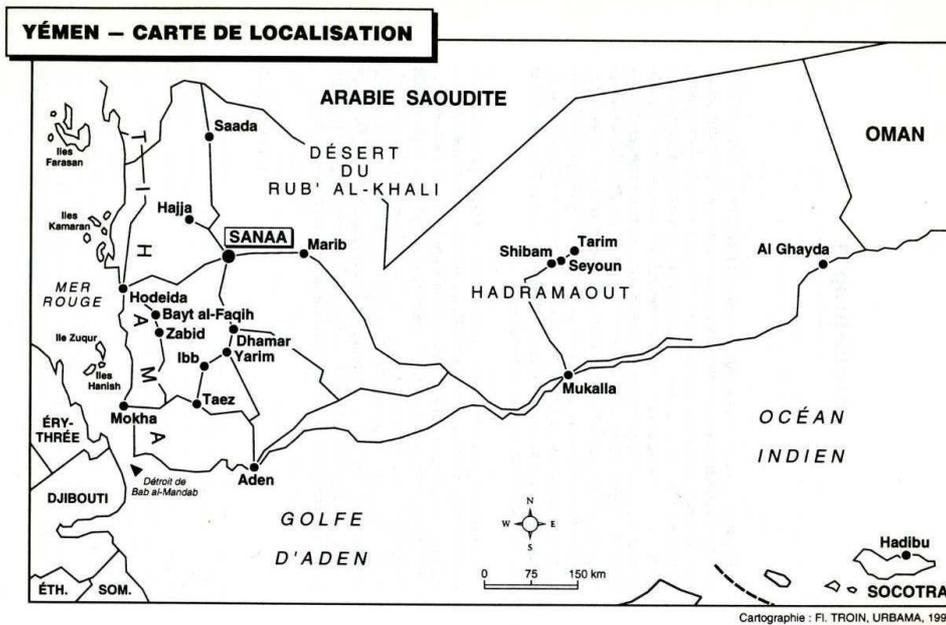
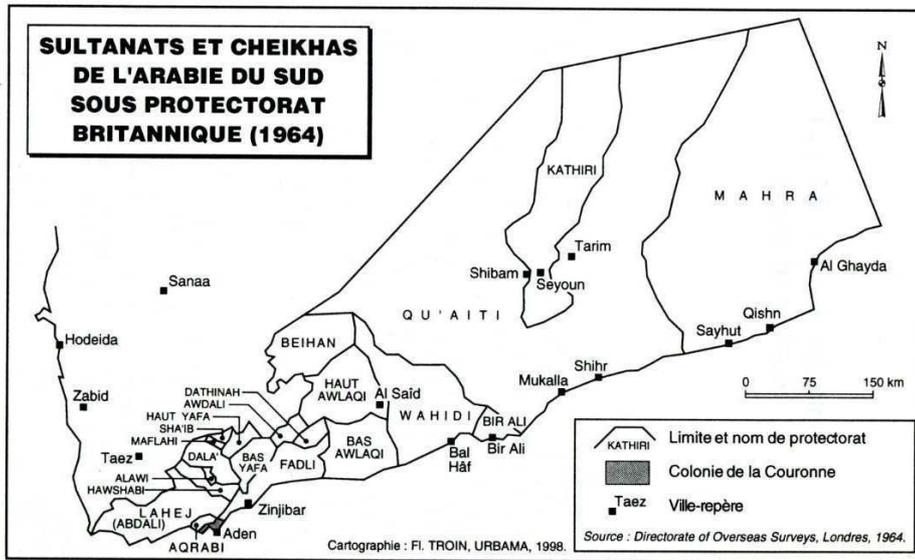


EchoGéo est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International

Yémen : le Sud sur la voie de la sécession ?

Franck Mermier

- ¹ Il serait difficile aujourd'hui de trouver un habitant d'Aden, l'ex-capitale du Yémen du Sud, appelant les gens du Nord autrement que par le qualificatif péjoratif de *dihbâchî* (au pluriel *dahâbicha*) du nom d'un héros d'une série télévisée diffusée au Yémen du Nord dans les années 1980. Le *dihbâchî* du feuilleton était un personnage impulsif, niais et roublard. Mais au-delà de cette vision stéréotypée de l'autre, nordiste, aussi bien celui de Sanaa que celui de Taz, aussi bien le zaydite¹ que le sunnite du Nord, ce qui est souvent rejeté est tout simplement l'appartenance des régions du Sud au Yémen. C'est souvent le nom d'Arabie du Sud (*al-janoub al-'arabi*) qui revient pour affirmer une autre identité que l'appartenance yéménite, avec pour référence historique l'expérience de la République Démocratique et Populaire du Yémen (1967-1990) et la période britannique (1839-1967) avec notamment la Fédération de l'Arabie du Sud qui rassemblait plusieurs sultanats et autres entités politiques du Sud (Mermier, 1999 ; Dresch, 2000).



La proclamation de l'Unité, le 22 mai 1990, avait semblé pourtant répondre à de fortes aspirations populaires, présentes aussi bien au Sud qu'au Nord. Le partage du pouvoir entre les deux anciens partis uniques du Sud, le Parti socialiste yéménite (PSY), et du Nord, le Congrès populaire général (CPG), tous deux s'appuyant sur des forces armées, s'était concrétisé par une coalition gouvernementale – la présidence de la République était dévolue à Ali Abdallah Saleh, l'ancien président de l'ex-République arabe du Yémen (Yémen du Nord) et dirigeant du CPG, la vice-présidence à Ali Salim Al-Bid, secrétaire général du PSY, tandis que Haydar Abou Bakr Al-Attas, Président de la RDPY entre 1986 et 1990, devenait président du conseil des ministres de la République du Yémen. Sanaa, l'ex-capitale de la République arabe du Yémen devenait la capitale politique du nouvel État alors qu'Aden était déclarée capitale économique. Une Constitution du Yémen unifié, approuvée par référendum en mai 1991, instaurait le multipartisme et des élections parlementaires au suffrage universel. Pourtant, les tensions au sein de l'exécutif ne

cessèrent de croître jusqu'à l'éclatement d'une nouvelle guerre inter-yéménite 5 mai-7 juillet 1994, qui se conclut par la défaite de l'armée du Yémen du Sud et de ses ex-dirigeants retranchés à Aden (Rougier, 1999). Ceux-ci proclamèrent le 21 mai 1994 une éphémère République démocratique du Yémen dont la disparition rapide semblait avoir éradiqué toute menace de nouvelle sécession. La victoire des troupes du régime de Sanaa paraissait ainsi signifier l'exclusion définitive du jeu politique yéménite des ex-dirigeants du Yémen du Sud marqués par l'accusation infamante de « séparatistes ». Les deux principaux leaders de l'ancienne RDPY vivent depuis lors en exil. Ali Salim Al-Bid réside en Oman, tandis que Haydar Abou Bakr Al-Attas vit aujourd'hui à Jeddah.

- 2 Pourtant, le Président de la République yéménite, le maréchal Ali Abdallah Saleh qui fêtera en 2008 les trente ans de son accession à la tête de l'État, est aujourd'hui confronté à une aggravation des tensions dans les régions du Sud qui fait peser, sur le long terme, une menace encore plus sévère que la récurrence, depuis 2004, d'un conflit extrêmement sanglant avec les partisans du *sayyid* Abd al-Malik Al-Houthi dans la région de Saada au nord du Yémen (Burgat, 2006 ; Bonnefoy, 2008)². Le ressentiment des populations du Sud face à la main-mise du pouvoir de Sanaa et à une présence nordiste de plus en plus perçue comme étant une nouvelle colonisation, intérieure cette fois (Al-Saqqaf, 1999), est amplifié par la gravité de la crise économique, une inflation galopante et un chômage élevé. Cette situation de désespoir social est un terreau particulièrement fertile sur lequel croît la revendication séparatiste ou fédéraliste alors même que les manifestations pour protester contre la politique économique du régime éclatent sporadiquement dans tout le pays et sont réprimés violemment aussi bien au Nord qu'au Sud³.
- 3 La domination du régime de Sanaa sur les provinces du Sud-Yémen s'est notamment traduite par la nomination d'une majorité de hauts fonctionnaires d'origine nordiste dans l'administration locale et les services de sécurité, mais aussi par la spoliation de terrains anciennement nationalisés distribués parmi les affidés du régime. Après la guerre de 1994, la mise à la retraite d'office de milliers de militaires et de fonctionnaires civils a accentué la marginalisation sociale et économique de certaines régions du Sud comme Aden où de nombreuses familles vivent des revenus de la fonction publique. Le nombre de militaires de l'ex-armée du Sud-Yémen mis à la retraite serait de 65 000 (38 000 pour le seul gouvernorat d'Aden). Ces « retraités », organisés en comités régionaux, ont été le fer de lance de la protestation dans les régions méridionales multipliant les *sit-in* et les manifestations, principalement à Aden, Dhale', Yafe', Radfan, Abyan, où ils sont les plus nombreux.
- 4 Dans l'ex-capitale de la RDPY, Aden, la perte de l'État sud-yéménite est très durement ressentie du fait que les Adénis ne sont pas armés et ne peuvent compter sur le soutien d'une tribu. Un sentiment d'appartenance citadine entretient une nostalgie confuse et ambivalente pour la période britannique et celle de la République Démocratique et Populaire du Yémen. La première est tout à la fois synonyme d'occupation et de répression mais aussi de prospérité économique, de modernité sociale et politique, de mixité religieuse tandis que la seconde appelée le Temps du Parti (*ayyâm al-hizb*)⁴ réfère tout autant à la sécurité et à la suprématie incontestée de l'ordre étatique qu'à l'absence de libertés, économique ou politique, et à une lutte sanglante pour le pouvoir au sein du Parti socialiste yéménite.

Le port d'Aden



Cliché de Franck Mermier

- 5 Les rassemblements de protestation dans les provinces méridionales du pays prennent une coloration « nationaliste sudiste » de plus en marquée, de par le choix des dates, comme la manifestation du 7 juillet 2007, date anniversaire de l'entrée des troupes unionistes (majoritairement nordistes) à Aden. Des milliers d'Adénis se rassemblèrent dans le quartier de Khormaksar sur la place 'Ouroud rebaptisée depuis lors place de la Liberté. Le 2 août de la même année, 1 500 personnes environ manifestèrent sur la même place pour signifier leur condamnation de « l'invasion du Yémen du Sud » le 7 juillet 1994 par les forces du régime de Sanaa en rappel de l'invasion du Koweït par les troupes de Saddam Hussein le 2 août 1990.
- 6 Le 14 octobre 2007 à Radfan, une manifestation est organisée par les retraités de l'armée, alors qu'est célébré ce jour-là, et dans tout le pays, le 44^e anniversaire du déclenchement, à Radfan justement, de la lutte armée contre l'occupation britannique. Les heurts avec les forces de sécurité provoquèrent la mort de quatre manifestants.
- 7 La grande manifestation d'Aden qui se tint le 13 janvier 2008 marqua une nouvelle étape du fait de son ampleur mais surtout du choix de cette date tragique et du retournement symbolique que les organisateurs ont voulu lui donner. Le 13 janvier 1986, une bataille éclata, à Aden, entre les dirigeants du Sud-Yémen rassemblés pour la tenue maintes fois reportée du Bureau politique du Parti socialiste yéménite qui en sortit décimé. Des combats extrêmement meurtriers ensanglantèrent la ville durant une dizaine de jours et se conclurent par la fuite au Yémen du Nord du Président Ali Nasser Mohammed et d'une partie de l'armée qui lui était restée fidèle. Cette date annonce le début de la fin du régime marxiste du Yémen du Sud et accélère les pourparlers pour l'unification des deux Yémens.

- 8 Vingt-deux ans plus tard, le 13 janvier 2008, une grande manifestation, organisée, elle aussi, par les comités de retraités, rassembla des dizaines de milliers de personnes à Aden pour effacer les traces de la discorde, afficher l'union des habitants du Sud et revendiquer la fin des mesures discriminatoires contre ses populations. Elle est appelée « Rassemblement pour la réconciliation (*musâlaha*) » et se termina par des incidents violents qui firent plusieurs morts dans les rangs de l'armée et des manifestants. Cette grande réconciliation « nationale » constitua le point d'orgue de toute une série d'assemblées intertribales et régionales, qui s'étaient tenues les mois précédents pour renoncer aux vendettas. Celles-ci avaient été sévèrement réprimées par l'État durant la période socialiste (1967-1990) et ont resurgi depuis l'unité.
- 9 Au-delà des revendications catégorielles, comme celles des retraités, ou des protestations contre le vol des terres, la monopolisation des postes de responsabilité par des fonctionnaires du Nord, accessoirement la corruption endémique, c'est l'affirmation d'une identité sudiste qui se manifeste dans ces rassemblements. Des slogans contre « le gouvernement de la corruption », « l'occupation du sud », « le racisme nordiste » sont lancés tandis que les noms des anciens dirigeants du Sud sont parfois scandés. Dans certains discours, cependant, des critiques sont émises contre les leaders socialistes qui ont fait le choix d'une unité qui a conduit à la domination du Sud par le régime de Sanaa.
- 10 L'opposition sudiste est aujourd'hui dispersée et non unifiée quant à ses objectifs et à son leadership. En 2004, la Southern Democratic Assembly a été fondée en Grande-Bretagne et rassemble des partisans de « l'auto-détermination des habitants du Sud-Yémen »⁵. Parmi les anciens dirigeants du Yémen du Sud, le plus populaire serait cependant Ali Nasser Mohammed qui, depuis l'unité, réside à Damas où il a fondé le Centre arabe d'études stratégiques. Partisan du fédéralisme, et non du séparatisme, il a été victime en 2007 de plusieurs tentatives d'assassinat. Il est régulièrement accusé par le régime de Sanaa d'être l'instigateur des troubles qui secouent les provinces du Sud.
- 11 Mais c'est à l'intérieur du pays qu'une nouvelle génération de *leaders* a pris en main la mobilisation sudiste. Plusieurs d'entre eux ont été emprisonnés dont Nasser Al-Nouba après la manifestation du 2 août 2007 à Aden. Le 28 mai 2008 s'est ouvert, à Sanaa, le procès de trois militants, Hasan Ba'oum, Haytham Al-Gharib et Yahya Al-Chou'aybi, accusés de séparatisme. Le caractère pacifique des manifestations est mis en avant par leurs protagonistes pour l'opposer à la violence répressive du régime. Un des principaux supports de cette mobilisation est le quotidien d'Aden, *Al-Ayyam*, qui a publié des articles des militants incriminés⁶. Ce journal indépendant dirigé par Hicham Bachrahil dont le père a été le premier maire d'Aden à l'époque britannique est devenu la principale tribune des revendications des habitants du Sud, sans pour autant prendre parti pour l'option séparatiste et en se présentant comme « la voix des sans voix » à l'échelon national. Fermé après l'indépendance du Yémen du Sud, il est reparu à Aden en 1990, sous la forme d'un hebdomadaire, avant de redevenir quotidien en 2001. Il serait le quotidien le plus diffusé dans tout le Yémen avec 64 000 exemplaires chaque jour dont le tiers à Aden. Dans cette ville, le siège du journal abrite un véritable salon culturel et politique où se réunissent quotidiennement des intellectuels du Sud qui ont formé un « Rassemblement pour la défense des habitants d'Aden ». En butte à de nombreux procès, le propriétaire du journal a aussi été victime de plusieurs tentatives violentes d'intimidation, la dernière en date a été l'attaque, en février 2008, de son ex-maison à Sanaa qu'il venait de vendre et dont la propriété lui était contestée alors qu'il l'avait achetée trente ans auparavant. En signe de protestation, un *sit-in* réunissant plusieurs

dizaines de personnes s'est tenu chaque jour devant l'immeuble d'*Al-Ayyam* à Aden durant plusieurs semaines.

Sit-in devant l'immeuble du Quotidien *Al-Ayyam* à Aden



Cliché Franck Mermier

- 12 La politique du régime de Sanaa vis-à-vis des régions du Sud a fortement contribué à transformer des revendications catégorielles en une mobilisation politique activée par le surgissement d'une « communauté de sentiment » d'ordre « nationaliste » ou « régionaliste ». Depuis 1994, la spoliation continuelle des terres, le châtement collectif imposé à des milliers de fonctionnaires avec leur mise à la retraite d'office, conjugués aux mesures de répression, ont été des facteurs de mobilisation plus importants que la propagande de dirigeants en exils qui sont loin de faire l'unanimité. Face à la menace grandissante d'une dissidence généralisée des populations du Sud, le régime a tenté d'ouvrir des canaux de négociation avec certains de ces *leaders* tout en mettant l'accent sur un processus de décentralisation censé faire pièce aux revendications de contrôle des institutions locales par les citoyens. Cette politique vise aussi à polir la vitrine démocratique du régime alors même qu'il s'est engagé sur la voie d'une présidentialisation à outrance, assurant la reconduction du président actuel tout en semblant préparer une succession familiale⁷.
- 13 Les élections des gouverneurs le 17 mai 2008 représentent la dernière tentative en date pour couper l'herbe sous le pied aux accusations de mainmise sur l'administration locale par le régime de Sanaa. Cependant, l'établissement des listes des candidats par le Parlement dominé par le parti au pouvoir, le Congrès populaire général, et le choix de faire élire les gouverneurs par les conseils locaux⁸, et non par le biais du suffrage universel, restreignent fortement la portée démocratique de cette mesure « participative ». Il est encore trop tôt pour savoir si cette nouvelle « question du Sud »,

telle que le quotidien *Al-Ayyam* l'a pour la première fois publicisée dans ses colonnes, se transformera en une menace pour l'Unité yéménite ou si elle conduira à un nouveau contrat politique sous la forme d'une décentralisation accrue voire d'un éventuel fédéralisme.

BIBLIOGRAPHIE

AL-RASHEED Madawi et VITALIS Robert (éd.), *Counter-narratives. History, contemporary society and politics in Saudi Arabia and Yemen*, New York/Hampshire, Palgrave Macmillan, 2004.

AL-SAQQAF Abou Bakr, « The Yemeni Unity : Crisis in Integration », in Rémy Leveau, Franck Mermier et Udo Steinbach, *Le Yémen contemporain*, Paris, Karthala, 1999, p. 141-159.

BONNEFOY Laurent, « Les identités religieuses contemporaines au Yémen : convergence, résistances et instrumentalisation », *Yémen Territoires et Identités, Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, n° 121-122, 2008, p. 199-213.

BURGAT François, « Le Yémen après le 11 septembre 2001 : entre le meilleur de la construction de l'Etat et le pire du rétrécissement du champ politique », *Critique internationale*, n° 32, juillet-septembre 2006, p. 9-21.

CHEVALIER Patrice, MARTIGNON Vincent et SCHIETTECATTE Jérémie (dir.), *Yémen Territoires et Identités, Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, n° 121-122, 2008

DRESCH Paul, *A History of Modern Yemen*, Cambridge, Cambridge University Press, 2000.

LEVEAU Rémy, MERMIER Franck et STEINBACH Udo, *Le Yémen contemporain*, Paris, Karthala, 1999, 459 p.

MERMIER Franck, « Yémen : les héritages d'une histoire morcelée », in Rémy Leveau, Mermier Franck et Steinbach Udo, *Le Yémen contemporain*, Paris, Karthala, 1999, p. 7-35.

ROUGIER Bernard, « Yémen 1990-1994 : la logique du pacte politique mise en échec », in Rémy Leveau, Franck Mermier et Udo Steinbach, *Le Yémen contemporain*, Paris, Karthala, 1999, p. 101-140.

TOYE Nathalie, « Les autorités locales au Yémen (1963-2002). Premiers éléments pour une étude juridique », *Chroniques yéménites*, n° 10, 2002, p. 83-94.

NOTES

1. Le zaydisme est une école du chiisme. Le premier imamat zaydite a été fondé en 897 à Saada. En 1962, le dernier imam zaydite est renversé et la République arabe du Yémen est proclamée à Sanaa.
2. En mai 2008, cependant, les combats ont atteint la région de Banî Hushaysh à une trentaine de kilomètres au nord-est de Sanaa.
3. Les émeutes de juillet 2005 auraient fait une cinquantaine de morts.
4. *Ayyâm al-hizb* signifie, littéralement, les jours (*ayyâm*) du Parti (*al-hizb*).

5. Voir son site Internet www.tajaden.org.
 6. L'acte d'accusation y fait d'ailleurs référence.
 7. Le fils du Président, Ahmed, occupe une haute fonction au sein de l'appareil militaire et est pressenti pour la succession de son père à la tête de l'Etat.
 8. Sur la composition et désignation des autorités locales dont les conseils locaux (Toye, 2002).
-

RÉSUMÉS

Depuis la guerre inter-yéménite de 1994, le ressentiment des populations du sud du pays face à la mainmise du pouvoir de Sanaa est amplifié par la gravité de la crise économique, une inflation galopante et un chômage élevé. Cette situation de désespoir social est un terreau particulièrement fertile sur lequel croît la revendication séparatiste ou fédéraliste.

Since Yemen's internal war of 1994, the growing resentment of the populations of the South towards the power stronghold of Sanaa has been aggravated by a severe economic crisis, a galloping inflation and a high rate of unemployment. All of which have contributed to a situation of social despair that is now fertile grounds for separatist or federalist claims.

INDEX

Mots-clés : Aden, mobilisation régionaliste, séparatisme, unité yéménite, Yémen

Keywords : Aden, regional mobilization, separatism, Yemen, Yemeni unity

AUTEUR

FRANCK MERMIER

Franck Mermier, franckmermier@yahoo.fr, est anthropologue, chercheur au CNRS et directeur scientifique des études contemporaines à l'Institut Français du Proche-Orient (Beyrouth). Il a publié dernièrement

- *Le livre et la ville. Beyrouth et l'édition arabe*. Arles, Actes Sud/Sindbad, 2005.

- *Cities of the South. Citizenship and Exclusion in the 21st Century* (éd. avec Barbara Drieskens et Heiko Wimmen), Londres, Saqi Books, 2007.

- *Liban, une guerre de 33 jours* (éd. avec Elizabeth Picard), Paris, La Découverte, 2007.

- « Présentation », *Yémen. Territoires et identités, Revue des Mondes Musulmans et de la Méditerranée*, n°121-122, 2008, p. 9-16.